



La lutte contre le COVID19 avant les intérêts privés !

Le comité de défense du GHN et la Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité sont en colère !

Trois cent milliards d'euros promis aux entreprises, et pas uniquement aux plus petites, (les TPME, les artisans, les commerçants, les autoentrepreneurs ont vraiment besoin de soutien), et des miettes pour l'hôpital, **des miettes pour la santé publique.**

Dans une pétition lancée en 2017, nous disions «Stop à la catastrophe sanitaire annoncée, exigeons l'accès aux soins pour toutes et tous». **Aujourd'hui, la catastrophe sanitaire est là !**

Les mesures d'économies sont venues à bout des réserves de masques. Les soignants, les personnels des EHPAD, des services d'aides à domicile se trouvent démunis. Les fermetures de lits, de services, le manque de matériel ont réduit les capacités de notre système de santé qui n'est plus en mesure de répondre à la crise.

Les remarques sur le respect du confinement se multiplient mais arrêtons de faire porter sur la population la responsabilité de la crise sanitaire. La gestion de la crise est calamiteuse, les mensonges et sous estimations permanents affaiblissent la confiance de la population et créent un espace aux fake-news.

La vraie responsabilité est celle de nos gouvernants, des députés qui les soutiennent, qui ont limité les dépenses de santé et laminé les hôpitaux publics.

Les appels aux dons se multiplient mais, la vraie solidarité, c'est celle de la sécurité sociale.

Le gouvernement doit arrêter de la mettre en difficulté à travers des exonérations de cotisations de plus en plus massives. La crise va coûter cher à la Sécurité Sociale (rien que pour l'Agence Nationale de Santé Publique, 4 milliards) : les assurés n'ont pas à en subir les répercussions.

La limitation des dépenses de santé par la loi de financement de la sécurité sociale et l'ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) n'a plus lieu d'être.

Les dépenses de santé doivent pouvoir répondre aux besoins exprimés par les soignants et les patients des territoires, aujourd'hui pour le Covid et demain pour nos vies.

Il est urgent de nous réapproprier la gestion de la Sécurité Sociale et de mettre en oeuvre toutes les mesures pour augmenter ses recettes.

Oui, il faut rouvrir des lits, des services, créer des emplois à l'hôpital, revaloriser les salaires des personnels, condition pour que les postes soient pourvus.

La crise montre l'importance des hôpitaux de proximité, de la médecine de ville, il faudra en tenir compte. Pour cela, nous continuerons à lutter pour un hôpital public de proximité, alors qu'il semble que les ARS et l'hospitalisation privée profitent de la crise pour accélérer l'organisation de l'hospitalisation telle qu'annoncée par la loi « ma santé 2022 » avec des fermetures de services, la valorisation du secteur privé, les risques de dépassement d'honoraires et de frais administratifs.

Dans son discours guerrier en Anjou, le président de la République annonce, avec retard, des mesures de production industrielle pour la santé. Mais il ne semble toujours pas avoir compris que les matériels médicaux et les médicaments devraient être soustraits aux intérêts privés, que la recherche publique doit être démultipliée. C'est la politique de santé conduite hier et poursuivie aujourd'hui qui augmente le nombre de nos drames et de nos morts.

L'après coronavirus commence dès maintenant. C'est pourquoi le 7 avril, journée mondiale de la santé, avec le Réseau Européen nous avons à nouveau demandé l'arrêt de la privatisation et de la commercialisation de la santé et de la protection sociale, et exigé les moyens nécessaires.

Aussi, nous appelons la population à le revendiquer par toutes les formes compatibles avec le confinement actuel et à amplifier cette exigence par la suite.

Châtelleraut le 7 avril 2020

Mail : contact.defensehopital@gmail.com